

ÉDITORIAL

L'ouverture du consulat émirien au Sahara marocain est un acte diplomatique majeur

Doyen Jean-François Poli

Le 4 novembre 2020 est un jour important pour les relations entre le Maroc et les Émirats arabes unis avec l'ouverture du consulat général émirien dans le Sahara marocain, plus précisément dans la ville de Laâyoune. Ainsi, est illustrée cette terre marocaine qui fait partie intégrante du Royaume depuis le VIII^e siècle, ce qui a été reconnu, si besoin était, par les accords d'Algésiras en avril 1906 et sanctifié par La Marche verte (*al Massira al Khadra*) du 6 novembre 1975. On sait que la récupération du Sahara marocain a conduit le bloc communiste et Alger à instrumentaliser un séparatisme qui n'arrivera pas à détacher cette portion de terre marocaine de la mère patrie.

La représentation diplomatique des Émirats à Laâyoune a été inaugurée par le ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourrita, et l'ambassadeur des Émirats arabes unis au Maroc, Al Asri Saeed Ahmed Aldhaheiri, ce qui illustre l'intérêt pour le Royaume de cette présence consulaire et, au-delà, les liens forts avec les Émirats arabes unis. Cet acte diplomatique majeur s'inscrit dans la continuité des relations diplomatiques intenses entre les deux pays, nouées par le fondateur des Émirats arabes unis, Cheikh Zayed ben Sultan al Nahyane et le Roi Hassan II, poursuivies aujourd'hui par Cheikh Khalifa Ben Zayed, président des Émirats Arabes Unis, et le Roi Mohammed VI. C'est d'ailleurs par un échange téléphonique entre le Roi Mohammed VI et le Prince héritier d'Abou Dhabi, Mohamed Ben Zayed, le 27 octobre, que l'annonce de l'installation du consulat a été faite par les Émirats arabes unis.

La diplomatie marocaine démontre de nouveau, après son implication réussie dans la réconciliation libyenne, par les accords de Bouznika en septembre 2020, qu'elle est un acteur essentiel des relations internationales et un repère dans un monde d'instabilité. L'ouverture de ce consulat général illustre également le fait que depuis toujours le Maroc est considéré comme un partenaire stratégique et historique par Abou Dhabi et concrétise la volonté commune de Rabat et Abou Dhabi de renforcer leur coopération. Au sein de la communauté internationale la « marocanité » de cette partie du Sahara fait de moins en moins de doute, comme la preuve en est donnée par l'implantation de représentations consulaires dans les villes du Sahara marocain de Laâyoune ou de Dakhla de 15 États africains. Le consulat émirien porte le nombre de représentations diplomatiques au Sahara marocain à seize au total. Les Émirats arabes unis sont le premier pays arabe à agir en ce sens, ce qui est de bonne augure et devrait inciter beaucoup d'autres capitales arabes à suivre cet exemple.

En effet, Abou Dhabi donne un signal fort aux autres pays arabes, en mettant en évidence les droits historiques du Royaume et la réalité du rôle et de la place essentiels du Maroc, comme acteur de stabilité et de gestion sereine des conflits latents, comme dans celui de prévention des risques de déstabilisation de l'ensemble de la zone par des éléments mus par une seule logique de désordre.



On le sait, aucun pays ne peut se considérer à l'abri d'évènements qui se passent loin de chez lui. Le maintien de zones de conflits et/ou d'instabilité contribue à rendre l'ensemble du monde moins sûr. Dès lors, les pays à l'histoire longue, comme le Royaume du Maroc, ne peuvent qu'être des acteurs clé de la stabilité générale. L'état actuel des relations internationales impose l'union de tous, et particulièrement celle des pays arabes, dont le Maroc est un membre éminent. Cette union est d'autant plus nécessaire que tous doivent faire face aux assauts d'une mondialisation qui veut nous faire accroire que les peuples et les nations n'existent plus et qu'il n'y aurait plus qu'un seul monde, en réalité celui des imbéciles heureux.

Cet homme nouveau que promeuvent les tenants de la désintégration des nations, pour mieux soumettre les hommes aux seules logiques mercantiles, ne peut qu'être utilement combattu par des unions d'États souverains qui, défendant les mêmes objectifs, sont seuls en mesure de lutter contre l'hydre nihiliste. Le Maroc a un rôle essentiel à jouer, avec d'autres, dans le concert des nations, ce qu'ont compris les Émirats arabes unis en poursuivant une relation privilégiée avec le Royaume, dont la vitalité est démontrée aujourd'hui par l'ouverture de ce consulat général au cœur du Sahara marocain. Loin d'être anecdotique cette action est un message donné au monde, et au monde arabe en particulier, sur l'importance de cultiver des liens fort pour le bien commun, mais également une reconnaissance de la réalité des frontières historiques du Royaume et de son droit inaliénable à la protection et à la défense de son intégrité territoriale.

Hommage à Izzat Ibrahim el Douri

Dr Charles Saint-Prot

Directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques



Le parti Baas (nationaliste arabe) et sa fille ont annoncé le décès dans la province irakienne de Salahadine du maréchal Izzat Ibrahim el Douri, le 26 octobre 2020. Raghad Saddam Hussein, l'un des enfants du président Saddam, a présenté ses condoléances « pour le camarade de lutte Izzat Ibrahim ».

Né en 1942, dans une modeste famille de la région de Tikrit il fut toute sa vie un militant du Baas. Emprisonné à l'âge de 21 ans, il croupit plusieurs années en prison jusqu'à la prise de pouvoir du Baas en 1968. Bras droit du président Saddam Hussein, ancien vice-président du Conseil du commandement de la révolution, instance suprême qui a gouverné l'Irak de 1968 à l'invasion états-unienne de mars 2003. Après l'assassinat du président Saddam Hussein en 2006, il était devenu le chef du parti Baas et le responsable de la Résistance irakienne avec notamment l'Armée des hommes de la Naqshbandiyya. Izzat dont la tête avait été mise à prix dix millions de dollars, était l'homme le plus recherché par les États-Unis et le régime irakien à la solde de l'Iran, affirmait que l'Iran contrôlait le régime irakien et que le pouvoir syrien d'Assad était sous l'influence iranienne. Il dénonça à maintes reprises l'action meurtrière et même terroriste des milices pro-iraniennes, alors dirigées par le sinistre chef des Pasdaran Qassem Soleimani (exécuté début 2020), à la solde du régime irakien et de l'Iran qui se livrent à un véritable génocide.

Il condamna également les anciens militaires baassistes qui s'étaient ralliés à l'État islamique, rappelant que sous le régime de Saddam, il n'y avait jamais eu de terrorisme en Irak, ni d'acointance avec ces égarés. Ceci doit faire le lit de ce qu'ont prétendu les agents iraniens et certains médias qui ont prétendu qu'il aurait soutenu l'État islamique. Il est vrai que les mêmes ont aussi annoncé dix fois sa mort ou sa capture depuis 2006....

J'ai connu Izzat Ibrahim au début des années 1980 à Bagdad. C'était un homme de convictions, impassible, d'une grande courtoisie, animé par la conviction que la nation arabe a « un destin éternel ». Méprisant les appels de l'Arabie saoudite et d'autres émirats du Golfe arabe à trouver refuge chez eux, il a vécu et est mort comme un militant, un homme debout et inflexible. Sa mort n'a fait l'objet d'aucun article dans la presse française... comme si la politique arabe de la France n'était qu'un lointain souvenir.

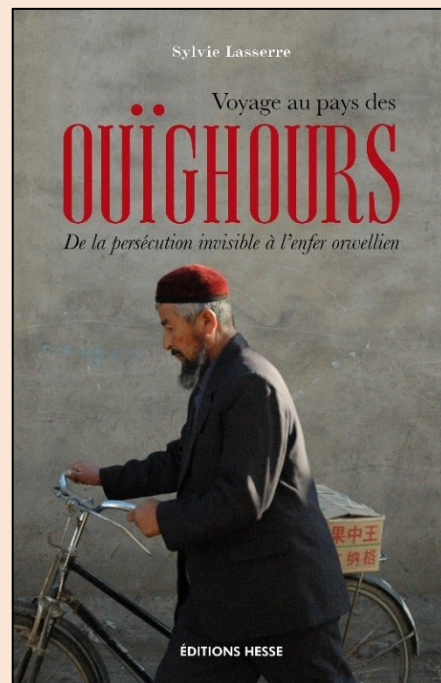
L'élimination des musulmans par la Chine

Dr Zeina el Tibi

Matt Pottinger, le conseiller adjoint à la Sécurité nationale de la Maison Blanche qui est l'un des principaux instigateurs de la politique américaine à l'égard de Pékin a dénoncé, en octobre 2020, l'existence de camps de concentration où sont parqués des centaines de milliers de musulmans ouïghours dans l'ouest de la Chine. Selon des experts de l'ONU et des organisations de défense des Droits de l'homme, un million au moins d'Ouïghours et de membres d'autres minorités musulmanes sont regroupés dans des camps d'internement ou de rééducation au Xinjiang.

Les Ouïghours sont une ethnie turcophone musulmane de la province du Xinjiang. Dans cette province, occupée par la Chine, les musulmans se heurtent à la politique de sinisation forcée conduite par Pékin. En 2014, le président chinois Xi Jinping a appelé à lutter « sans aucune pitié » contre les musulmans au Xinjiang. Selon un rapport de 2018 de l'ONG [Amnesty International](#), les camps d'internement « sont avant tout des lieux de sanction et de torture, pas d'apprentissage. Des informations persistantes font état de coups, de privation de nourriture et de détention à l'isolement ». Le Mouvement national d'éveil du Turkestan oriental (Etnam) révèle l'existence de 182 camps de concentration.

En réalité, la Chine est en train de se livrer dans cette région — comme au Tibet — à une épuration ethnique visant à massacrer tous les originaux musulmans. Dans son ouvrage, **Voyage au pays des Ouïghours - De la persécution invisible à l'enfer orwellien** (éditions Hesse, mai 2020) Sylvie Lasserre témoigne de l'évolution dramatique de la situation au Xinjiang, où le patrimoine culturel et religieux des Ouïghours est en péril. L'auteur analyse l'escalade inéluctable des violences vers un véritable enfer orwellien, et met en lumière les méthodes de la Chine pour museler ce peuple. Elle note que des réactions internationales émergent désormais, notamment de la part des États-Unis de Trump (il est à craindre que les démocrates aient une politique plus « conciliante » à l'égard de Pékin car Biden rêve de rapprocher les États-Unis des régimes totalitaires que sont la Chine et l'Iran et de pays européens mais beaucoup reste encore à faire pour faire pression sur l'État chinois.



L'Islam contre l'extrémisme

Wajih Beaini

Correspondant de l'OEG à Beyrouth



Suite aux attaques terroristes commises en France, certains esprits malveillants ne manquent pas de mettre en cause l'Islam. Or, pendant les conquêtes islamiques, les musulmans ont toujours suivi le message de l'Islam appelant à la paix, la justice et la tolérance. Et on trouve très rarement dans le Coran l'expression « tuez-les », mais plutôt on trouve qu'il convient de bien traiter ceux qui réclament la paix. Les exemples abondent à travers l'histoire de l'Islam.

- Quand le Prophète Mohammed envoyait ses soldats au combat, il leur conseillait d'aller au nom de Dieu et ne pas tuer les vieillards, les femmes et les enfants.
- Les califes bien guidés suivirent la ligne du Prophète. Quand Abou Bakr as- Siddiq envoya en Syrie Oussama ibn Zayd, après le décès du prophète, à la tête de la première armée musulmane, il ordonna aux combattants : « ne trahissez pas, ne soyez pas déloyaux, ne torturez pas, ne tuez pas un petit enfant, ni un vieux, ni une femme. Ne coupez pas un palmier, ni aucun arbre fruitier. N'égorgez une brebis, ni une vache, ni un chameau que si vous êtes affamés. Ne déranger pas les gens ».
- L'Islam appelle au respect à l'égard des religions, on cite souvent cette anecdote du calife Omar ibn al-Khattab, qui, dès son arrivée à Jérusalem, fut appelé par le patriarche Sophronius à visiter l'Église du Saint-Sépulcre. Omar accepta l'invitation. Le moment de la prière étant venu. Omar demande au patriarche : « où puis-je prier ? » Le patriarche répond : « Priez là où vous êtes ! » Le calife dit alors : « Omar ne prie pas dans une église, car les musulmans qui me succéderont pourraient bâtir sur les lieux de l'église une mosquée là où j'ai prié » puis il s'éloigna de l'église et pria à l'endroit où, plus tard, les musulmans construisirent la mosquée d'Omar.
- On raconte qu'Omran Ibn Hussein, un Compagnon du Prophète, disait que dans tous ses sermons, le Prophète de Dieu nous ordonne d'être charitables et nous invite à répudier toute attitude extrême.

D'autre part, la Charia islamique n'a pas négligé le traitement des blessés et des malades, même parmi les ennemis et les captifs. Dans l'un de ses hadiths, le Prophète de l'Islam dit pendant la conquête de la Mecque : « ne liquidez un blessé, ne poursuivez un fuyard, ne tuez un captif, et quiconque ferme sa porte, il est sécurisé ».

La Constitution de Médine, acte conclu entre le Prophète et les habitants de Yathreb (ultérieurement Médine), est considérée comme la première constitution civile écrite de l'histoire des nations. Je dis une constitution civile car elle a rendu toutes les catégories sociales de Yathreb égales en droits et devoirs. Elle prévoyait la réglementation des relations entre tous les habitants de la ville en les unissant dans une seule alliance: les musulmans (émigrés et adeptes), les gens bibliques (chrétiens et juifs) et les polythéistes. Il s'est alors constitué une sorte de loyauté vis-à-vis de l'État, et non l'unité de croyance ou d'ethnie.

La tolérance est une valeur cardinale de l'Islam. Et même la bonté ; Ainsi, quand le Prophète avait vu des prisonniers de guerre juifs de Banu Qurayza se tenant debout en plein soleil, un jour de chaleur accablante, il dit aux musulmans : « Ne les laissez sous la chaleur. Faites les mettre à l'ombre et donnez-leur de l'eau pour se rafraîchir ». Tout captif mérite l'indulgence et la compassion, comme l'enfant, l'invalides et l'orphelin, selon le verset : « Ils doivent partager leur nourriture avec les pauvres, les orphelins et les captifs » (al Insan/8).

Dans ces conditions, il est clair que les massacres commis, au nom de l'Islam, à l'égard des non-musulmans affectent les croyants. Comme Moïse est cité 136 fois dans le Coran, et Jésus (Issa) 25 fois, alors que Marie (Mariam) est considérée comme la meilleure des femmes au point que la sourate 19 porte son nom, il est indéniable que faire mal aux adeptes des religions juive et chrétienne contredit les préceptes du Coran. Pour finir, il est certain que ceux qui tuent les innocents, menacent les lieux de culte ou prononcent des anathèmes contre les uns ou les autres, n'ont rien à voir avec l'Islam qui est la religion du juste milieu, de l'indulgence et du respect de l'autre.

PATRIA NON IMMÉMOR



A lire sur le site THEATRUM BELLI, le texte de Charles Saint Prot :

[De Gaulle, l'irremplaçable héros de la France](#)

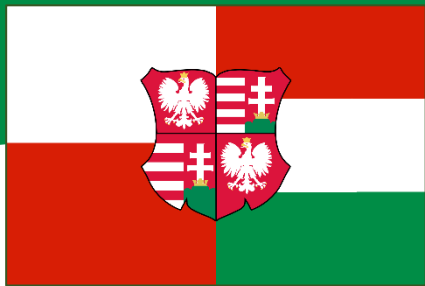
2020 est l'année de Gaulle. En effet, le Général est célébré à l'occasion d'un triple anniversaire : sa naissance, le 22 novembre 1890, sa mort le 9 novembre 1970 et l'Appel du 18 juin 1940. Tout le monde l'encense aujourd'hui. Depuis quelques années, l'imposture des faux gaullistes ne connaît pas de limite : européistes, bourgeois libéraux, socialistes, centristes, tous se réclament du grand homme alors qu'ils ne cessent de trahir ses idéaux.

OEG • 42 avenue Montaigne • 75008 Paris (France)

Suivez-nous sur Twitter : [@Obsetudesgeopo](#) et sur Facebook : [Observatoire d'Etudes Géopolitiques - OEG](#)

Le Pologne et la Hongrie dans le collimateur de Biden

Gladden Pappin



Lors d'un événement public organisé à Philadelphie en octobre 2020, Joe Biden a été interrogé sur ce qu'il pensait de la politique étrangère américaine sous l'administration Trump. Il a déclaré : « Partout, de la Biélorussie à la Pologne en passant par la Hongrie, et la montée des régimes totalitaires dans le monde, et j'en passe, ce président s'accommode avec tous les voyous de la planète. »

Avec cette remarque mi-insultante, mi-inconsciente, Biden aurait dû déclencher une tempête diplomatique, si l'époque était normale, et si les insultes envers les Polonais et les Hongrois étaient jugées dignes d'être relayées par les principaux médias... Ces dernières années, les « élites » libérales ont nourri de l'aigreur à l'égard de la Pologne et de la Hongrie, les principaux médias américains et d'Europe de l'Ouest insinuant régulièrement que ces nations étaient devenues ni plus ni moins que des régimes totalitaires.

L'allégation de Biden selon laquelle la Pologne et la Hongrie illustreraient « la montée des régimes totalitaires dans le monde » n'est pas simplement une « gaffe » de plus de ce personnage. Ces pays – qui ont subi l'oppression soviétique et qui, il n'y a pas longtemps, étaient célébrés comme des modèles de transition vers la démocratie – sont régulièrement soumis à des insultes dans la caisse de résonance que sont les médias américains, et qui ont probablement inspiré la remarque de Biden.

Mais le véritable problème avec la Pologne et la Hongrie n'est pas qu'Andrzej Duda et Viktor Orbán aient tracé des trajectoires politiques prétendument autoritaires. Face à la perte du contrôle politique sur la Cour suprême, c'est bien le Parti démocrate américain qui est plus disposé que jamais à envisager des tactiques qui seraient considérées comme « autoritaires » dans tout autre contexte. À l'inverse, la Pologne et la Hongrie sont des pays prospères qui insistent sur le maintien de leur identité nationale et de leurs valeurs traditionnelles – et ce, en utilisant un pouvoir politique démocratiquement acquis. Il y a belle lurette que les libéraux ont pour leur part abandonné les préoccupations « démocratiques ».

Les commentaires de l'ancien vice-président n'ont pas été rapportés dans les médias anglophones pour la simple raison qu'ils sont désormais banals aux yeux de l'establishment libéral qui fait la politique étrangère. Cependant, les raisons de leur haine à l'égard de la Pologne et de la Hongrie vont conduire rapidement la politique étrangère américaine dans un drôle de piège.

Se surajoutant à la pression officielle d'une future administration Biden, la Pologne et la Hongrie pourraient bientôt se retrouver dans la ligne de mire des censeurs nouvellement habilités qui règnent chez Facebook, Google et Twitter. En Pologne comme en Hongrie, la plate-forme de médias sociaux la plus importante est Facebook. Twitter joue un rôle moins important dans la vie politique. La Pologne et la Hongrie devraient se pencher sur des réseaux de médias sociaux et des technologies de communication alternatifs, afin de construire un Internet orienté dans le sens de l'intérêt national et qui puisse s'opposer aux tentatives de la Silicon Valley de se mêler de leurs propres affaires politiques.

(Article publié originellement pour Newsweek et résumé par nos soins).



L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) de Paris est un institut de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique.

Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à Paris, un bureau à Beyrouth pour le Proche-Orient, des représentants au Caire, à Dakar, à Rabat et à Bruxelles, ainsi que des correspondants sur les cinq continents.

- Directeur général : Dr Charles Saint-Prot
- Présidente déléguée : Dr Zeina el Tibi
- Direction des programmes : Professeur Christophe Boutin
- Président du Conseil scientifique : Professeur Jean-Yves de Cara
- Direction des études : Professeurs Thierry Rambaud et Frédéric Rouvillois
- Secrétaire général : Ronan Wanlin
- Communication : Layla Muller

Siège de l'OEG : 42 avenue Montaigne, 75008 Paris (France).

Secrétariat : du lundi au vendredi de 09h00 à 18h30.

Tél : + 33 (0) 1 77 72 64 27 et 28 / Fax : + 33 (0) 1 77 72 64 29

Courriel : etudesgeo@yahoo.com

Site : etudes-geopolitiques.com

Directrice de la publication : Dr Zeina el Tibi

ISSN : 2106-5187

Membres du conseil scientifique de l'OEG :

Professeur Ahmed Bouachik

Professeur à l'université Mohammed V de Rabat et à l'ENA du Maroc

Professeur Christophe Boutin

Professeur agrégé des universités

Professeur Jean-Yves de Cara

Professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Doyen Michel de Guillenmidt

Avocat, professeur (ém.) à la Faculté de droit Paris Descartes

Professeur Jean-Marie Heydt

Universitaire, expert au Conseil de l'Europe (Suisse)

Dr François-Bernard Huyghe

Docteur en science politique (HDR), enseignant à l'École de guerre économique

Professeur Edmond Jouve

Professeur émérite des Universités

Doyen Oussama Nabil Ali

Professeur à l'université al Azhar du Caire

Professeur Pierre Pascallon

Professeur agrégé des Universités à l'université de Clermont-Ferrand

Doyen Jean-François Poli

Avocat, professeur à l'université de Corse

Professeur Thierry Rambaud

Professeur agrégé des universités

Professeur Frédéric Rouvillois

Professeur à l'université Paris Descartes

Professeur Michel Ruimy

Économiste, professeur à Sciences Po et à l'ESCP-Europe

Dr Charles Saint-Prot

Docteur en science politique (HDR), géopolitologue

Professeur Jamal el Shalabi

Professeur agrégé en sciences politiques à l'Université Hachémite de Zarka (Jordanie)

Dr Jamal Sanad Al Suwaidi

Directeur général Emirates Center for Strategic Studies and Research (ECSSR) d'Abou Dhabi

Dr Zeina el Tibi

Docteur en droit public, essayiste

Doyen Christian Vallar

Professeur agrégé des universités, doyen de la faculté de droit et de science politique de Nice

Professeur Henri Védie

Économiste, professeur émérite au Groupe HEC